

C.C.A.P
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI)
à usage unique non stériles (UUNS) pour le
GHT Plaine De France**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique (ci-après
« le Code ») :**

Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;

&

Accord-cadre : articles – R.2162-1 à R.2162-2-2° - du Code ;

&

Mono-attributaire : article R.2162-9 du code ;

&

A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du code

Pouvoir Adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 3. LIEU(X) D'EXECUTION	4
ARTICLE 4. FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 7. PRIX.....	6
ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	7
ARTICLE 9. PRODUITS FIGURANT DANS LE CATALOGUE ANNEXE A L'OFFRE.....	7
ARTICLE 10. CLAUSE DE SAUVEGARDE	7
ARTICLE 11. MODALITE D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	8
ARTICLE 12. CONFORMITE REGLEMENTAIRE DES PRODUITS EPI	9
ARTICLE 13. TRACABILITE DES PRODUITS.....	10
ARTICLE 14. MODIFICATION DES PRODUITS	10
ARTICLE 15. ECHANTILLONS PREALABLES A L'ATTRIBUTION	10
ARTICLE 16. TAUX DE NON-CONFORMITE.....	11
ARTICLE 17. LIVRAISONS PARTIELLES	11
ARTICLE 18. EMBALLAGES	11
ARTICLE 19. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT	11
ARTICLE 20. VERIFICATION ET ADMISSION.....	11
ARTICLE 21. CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
ARTICLE 22. FACTURATION	12
ARTICLE 23. PAIEMENT.....	13
ARTICLE 24. ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS.....	14
ARTICLE 25. PENALITES.....	15
ARTICLE 26. RESILIATION DU CONTRAT	16
ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	16
ARTICLE 28. REGLEMENT DES DIFFERENTS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	17
ARTICLE 29. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	17

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD) ;
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés.
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève de chaque établissement du GHT Plaine de France :

- Centre Hospitalier de Saint Denis
et
- Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) à usage unique non stériles (UUNS) destinés aux besoins du GHT plaine de France, tels que définis dans le bordereau des prix unitaires.

Ces fournitures comprennent l'ensemble des prestations liées à la fourniture et à la livraison.

ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT

Le marché est réparti en catégories et lots comme suit :

CATEGORIE 1 : PROTECTION DE LA TETE

- Lot 1 : Bonnet de chirurgie
- Lot 2 : Cagoule de chirurgien
- Lot 3 : Charlotte clip
- Lot 4 : Coiffe à nouer de chirurgie

CATEGORIE 2 PROTECTION DU VISAGE

- Lot 5 : Masque chirurgical type IIR à élastique
- Lot 6 : Masque chirurgical type IIR à liens
- Lot 7 : Masque pédiatrique à élastique type IIR
- Lot 8 : Masque FFP2 sans valve bec de canard
- Lot 9 : Masque à visière antiprojections

CATEGORIE 3 PROTECTION DU CORPS

- Lot 10 : Blouse de protection
- Lot 11 : Blouson de bloc
- Lot 12 : Pyjama de bloc
- Lot 13 : Chemise patient
- Lot 14 : Kit opéré
- Lot 15 : Couvre chaussure simple
- Lot 16 : Couvre chaussure antidérapante

CATEGORIE 4 PROTECTION DES MAINS

- Lot 17 : Gant d'examen vinyle gestes salissants
- Lot 18 : Gant d'examen nitrile gestes fins
- Lot 19 : Gant d'examen nitrile manchette longue

CATEGORIE 5 PROTECTION PARTICULIERE

- Lot 20 : Lunette de protection UU (monture et visière)
- Lot 21 : Tablier polyéthylène
- Lot 22 : Tablier de protection absorbant et imperméable

Chaque lot est attribué à un seul titulaire (mono-attributaire). Les quantités indiquées dans le BPU sont indicatives et ne sont pas contractuelles.

ARTICLE 3. LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE

Boulevard du 19 Mars 1962,
95 500 Gonesse

ARTICLE 4. FORME DE L'ACCORD-CADRE

PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;

TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre au sens des articles R.2162-1 à R.2162-2-2° du Code.
L'accord-cadre est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

Le marché est passé sans minimum et avec un maximum annuel pour chaque lot

Lot 1

Sans minimum et avec un maximum de 1 100 € HT /an

Lot 2

Sans minimum et avec un maximum de 3 100 € HT /an

Lot 3

Sans minimum et avec un maximum de 3 600 € HT /an

Lot 4

Sans minimum et avec un maximum de 700 € HT /an

Lot 5

Sans minimum et avec un maximum de 34 000 € HT /an

Lot 6

Sans minimum et avec un maximum de 3 200 € HT /an

Lot 7

Sans minimum et avec un maximum de 400 € HT /an

Lot 8

Sans minimum et avec un maximum de 17 500 € HT /an

Lot 9

Sans minimum et avec un maximum de 300 € HT /an

Lot 10

Sans minimum et avec un maximum de 111 000 € HT /an

Lot 11

Sans minimum et avec un maximum de 26 000 € HT /an

Lot 12

Sans minimum et avec un maximum de 39 600 € HT /an

Lot 13

Sans minimum et avec un maximum de 7 100 € HT /an

Lot 14

Sans minimum et avec un maximum de 2 300 € HT /an

Lot 15

Sans minimum et avec un maximum de 6 900 € HT /an

Lot 16

Sans minimum et avec un maximum de 4 500 € HT /an

Lot 17

Sans minimum et avec un maximum de 93 000 € HT /an

Lot 18

Sans minimum et avec un maximum de 79 000 € HT /an

Lot 19

Sans minimum et avec un maximum de 13 000 € HT /an

Lot 20

Sans minimum et avec un maximum de 350 € HT /an

Lot 21

Sans minimum et avec un maximum de 7 700 € HT /an

Lot 22

Sans minimum et avec un maximum de 3 500 € HT /an

Les quantités du BPU sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Elles sont évaluées en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activité.

MODALITES D'EXECUTION

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins ou selon un calendrier prévisionnel.

ARTICLE 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} mai 2026 et jusqu'au 30 avril 2027.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois soit jusqu'au 30 avril 2030.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de deux mois, soit avant le 1^{er} mars de chaque année. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 1 avril 2021 (Document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- L'offre technique et financière du Titulaire : le bordereau des prix unitaires,

Par dérogation aux articles 4.2.1 du CCAG FCS, seuls sont notifiés au Titulaire l'acte d'engagement de l'accord-cadre et le bordereau de prix unitaires.

ARTICLE 7. PRIX

GENERALITES

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro. Les prix sont établis avec cinq décimale au maximum.

CONTENU DU PRIX

Les prix du présent marché sont unitaires et révisables. Ils comprennent les prestations décrites dans le présent cahier, soit la fourniture et la livraison.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges réglementaires en vigueur (fiscales, parafiscales ou autres) frappant obligatoirement les fournitures objet du présent accord-cadre.

Ils comprennent également notamment tous les frais afférents à l'exécution des prestations, les frais d'assurance, les frais liés au traitement des commandes, au stockage, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention et au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix unitaires sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision s'effectue par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 \times (I / I_o))$$

Où :

- **P** = prix révisé
- **P_o** = prix initial du BPU
- **I_o** = valeur de l'indice au mois de remise des offres
- **I** = valeur du même indice au mois précédant la date de révision

L'indice de référence est :

- **Indice INSEE – IPP – Produits en caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques** pour les gants, surchaussures, tabliers
- **Indice INSEE – IPP – Textiles, habillement, cuir et chaussures** pour les blouses, coiffes, pyjamas
- **Indice INSEE – IPP – Produits pharmaceutiques et équipements médicaux** pour les masques et lunettes de protection

Si un indice disparaît, il sera remplacé par l'indice équivalent publié par l'INSEE.

La révision ne peut intervenir qu'une fois par an et ne s'applique qu'aux bons de commande émis après sa date d'effet.

ARTICLE 9. PRODUITS FIGURANT DANS LE CATALOGUE ANNEXE A L'OFFRE

En complément des produits listés sur le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), le Titulaire annexe son catalogue avec prix public qui est constitué des produits non listés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) et se rapportant au lot concerné, pour les besoins de faible consommation et ponctuels, et éventuellement pour les nouveaux produits proposés par le Titulaire à fin d'essai.

Le Titulaire applique la remise qu'il a proposée dans son offre sur ce tarif général.

Ce pourcentage de remise est ferme pour la durée de l'accord-cadre.

Les prix catalogue fournis avec l'offre du Titulaire sont applicables dès la notification du marché au Titulaire.

Le catalogue pourra être réactualisé dès 2027. Ce nouveau catalogue doit impérativement intégrer les nouveaux produits proposés par le Titulaire.

Le Titulaire fournit le nouveau catalogue et la nouvelle tarification accompagné d'une estimation en pourcentage des évolutions tarifaires par grande famille de produits.

Au cas où le Titulaire ne respecterait pas les modalités de mise en œuvre ci-dessus (forme et dates), le catalogue et les prix initiaux seront automatiquement reconduits aux mêmes conditions sans intervention du centre hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 10. CLAUSE DE SAUVEGARDE

l'évolution de son budget d'exploitation, le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut demander au titulaire :

- De reconsidérer sa demande de révision de prix.
- De surseoir à l'application de la révision des prix,
- Un geste commercial, en modérant la hausse dans des proportions qui seraient en adéquation aux possibilités budgétaires du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse.

A défaut d'un accord entre les deux parties, le Centre Hospitalier de Saint-Denis se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée concernée du marché, par lettre recommandée avec avis de réception, au minimum un mois avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 11. MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande au Titulaire.

Les bons de commande seront émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse au fur et à mesure de leurs besoins.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception, tel que, notamment, courrier recommandé avec accusé de réception, courriel, télécopie, support en ligne (EDI= Echanges de Données Informatisées).

Le bon de commande précise les données suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre et du lot concerné ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité précises des fournitures à livrer ;
- la date de livraison souhaitée ;
- les heures de livraison souhaitées ;
- le lieu de livraison ;
- les prix unitaires HT et TTC ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le cas échéant, le caractère d'urgence de la commande ;
- et tout autre renseignement utile.

Seuls sont valables les bons de commande émis et signés par un représentant du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre

En cas de non-respect des dispositions du présent article, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse, concerné se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

ANNULATION DE COMMANDE

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire.

Il n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire.

Cependant, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse s'engagent à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme

que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

LIVRAISON

Le Titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison.

Le Titulaire est pleinement responsable à l'égard du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison.

Le Titulaire peut effectuer des livraisons partielles au Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse sous réserve d'acceptation de celui-ci.

Les livraisons partielles ne donnent lieu à aucun paiement partiel ; le paiement intervient uniquement après livraison complète des prestations commandées.

Les fournitures sont obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison fourni par le Titulaire en deux (2) exemplaires dont un exemplaire sera revêtu à la livraison de la signature du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse. Ce bon de livraison doit au moins comporter les renseignements suivants ;

- La date de livraison ;
- La référence de la commande ;
- L'identification du Titulaire ;
- L'identification détaillée des fournitures ;
- La quantité livrée (poids brut, poids net, nombre de colis) ;

Un minimum de commande pourra être appliqué dans les conditions arrêtées dans le cadre de réponse à la consultation.

Les risques afférents au transport des marchandises jusqu'à leur réception ainsi que les opérations de manutention liées à la livraison sont à la charge du Titulaire.

Les mentions obligatoires prévues par la législation en vigueur doivent figurer en français sur les emballages. Les emballages restent la propriété du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

DELAI DE LIVRAISON

Les fournitures doivent être livrées aux lieux précisés sur chaque bon de commande, fax ou courriel. Le délai de livraison ne pourra excéder cinq (5) jours ouvrés, sauf si un délai inférieur est prévu dans l'offre du Titulaire. Les livraisons sont effectuées par le Titulaire au lieu, à la date et la tranche horaire définis selon les heures d'ouvertures du magasin de chaque CH.

Les fournitures doivent être livrées aux lieux précisés sur chaque bon de commande ou courriel selon les engagements lors de la conclusion du marché

ARTICLE 12. CONFORMITE REGLEMENTAIRE DES PRODUITS EPI

Les équipements de protection individuelle fournis dans le cadre du présent accord-cadre doivent obligatoirement :

- Être conformes au **Règlement (UE) 2016/425 relatif aux EPI**
- Porter le **marquage CE**
- Être accompagnés de la **déclaration UE de conformité**

Les masques chirurgicaux et produits relevant du dispositif médical doivent être conformes au **Règlement (UE)**

2017/745 (MDR).

Le titulaire transmet à la notification du marché puis à chaque renouvellement de certification :

- Déclarations UE de conformité
- Certificats CE délivrés par un organisme notifié
- Fiches techniques actualisées

Tout produit non conforme pourra être refusé sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 13. TRACABILITE DES PRODUITS

Chaque livraison devra permettre une traçabilité complète et comporter obligatoirement :

- Numéro de lot
- Date de fabrication
- Date de péremption le cas échéant
- Site de fabrication
- Référence exacte du produit figurant au marché

Ces informations doivent figurer sur les emballages et sur les bons de livraison.

Le titulaire doit être en capacité de fournir, sous 48 heures, toute information nécessaire dans le cadre d'une procédure de matériovigilance ou d'un rappel produit.

ARTICLE 14. MODIFICATION DES PRODUITS

Aucune modification concernant :

- la composition,
- la matière première,
- le procédé de fabrication,
- le site de production,
- la certification réglementaire

ne peut intervenir sans **accord écrit préalable** du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

En cas de changement non autorisé, le produit pourra être refusé et les livraisons considérées comme non conformes.

ARTICLE 15. ECHANTILLONS PREALABLES A L'ATTRIBUTION

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier la conformité, la qualité et l'ergonomie des produits proposés, le titulaire doit fournir **1 boîte d'échantillon de chaque produit proposé dans son offre, avant la date limite de remise des offres** ou dans le délai précisé par la consultation.

Les échantillons doivent être accompagnés de toutes les informations réglementaires et de traçabilité requises (conformité CE, fiches techniques, etc.).

Les essais utilisateurs seront réalisés par le personnel hospitalier du GHT Plaine de France afin de vérifier :

- l'adéquation des produits aux besoins hospitaliers,
- le confort et l'ergonomie,
- la conformité aux normes réglementaires et techniques.

Le pouvoir adjudicateur pourra **refuser toute offre dont les échantillons ne répondent pas aux critères de sélection**, sans que cela ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

Les frais liés à la fourniture des échantillons sont **à la charge du titulaire et ne seront pas rémunérés**.

ARTICLE 16. TAUX DE NON-CONFORMITE

En cas de non-conformités répétées représentant plus de **5 % des volumes livrés sur un trimestre**, le pouvoir adjudicateur pourra :

- exiger un plan d'actions correctif
- suspendre les commandes
- résilier le lot concerné aux torts du titulaire

ARTICLE 17. LIVRAISONS PARTIELLES

Chaque livraison partielle régulièrement admise donne lieu à paiement correspondant aux quantités effectivement livrées.

ARTICLE 18. EMBALLAGES

Les emballages doivent être conformes à la réglementation environnementale en vigueur.
Le titulaire privilégie des emballages recyclables et limite le suremballage.

Sur demande, le titulaire reprend les emballages secondaires dans une logique de réduction des déchets.

ARTICLE 19. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Le titulaire s'engage à assurer la continuité d'approvisionnement.

Toute difficulté ou risque de rupture doit être signalé par écrit dans un délai maximum de **48 heures** à compter de sa connaissance.

Le titulaire doit proposer immédiatement :

- une solution de remplacement équivalente sur le plan technique et réglementaire
- sans surcoût pour l'établissement

Toute rupture non signalée pourra donner lieu à pénalités et à un approvisionnement d'office aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 20. VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont celles prévues aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse disposent d'un délai de dix (10) jours francs à compter de la fin de la prestation de service pour constater que la prestation répond aux exigences quantitatives et qualitatives prévues.

Si la prestation n'est pas conforme, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse adressent ses réserves par tout moyen au titulaire. Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour y remédier. A l'issue de ce délai, les prestations seront à nouveau vérifiées. Les prestations pourront être admises avec réfaction (réduction du prix de règlement en rapport avec l'étendue de l'imperfection) ou rejetées. En cas de rejet, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut prononcer une résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Les opérations de vérification simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps sont effectuées, dans la mesure du possible, au moment même de l'exécution de la prestation. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent la possibilité de faire une réclamation dans la journée de livraison.

APPROVISIONNEMENT D'OFFICE

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, faute par le Titulaire de livrer la totalité des marchandises commandées par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse à la date contractuelle de livraison, et si une prestation qui par sa nature ne peut souffrir d'aucun retard- les fournitures concernées peuvent être assurées chez d'autres fournisseurs aux frais et risques du Titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

Cet article s'applique dans le cas où le Titulaire change de produits sans informations préalables du Centre Hospitalier de Saint-Denis ou du Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 21. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2124-1 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié selon les conditions ci-dessous :

- Evolution technique et réglementaire
- Evolution des besoins du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse justifiant une adaptation du marché ; ;
- Variation exceptionnelle des couts des matières premières ;
- Retrait de produits.
A noter que le rajout et le retrait sont motivés par des ajustements qui ne bousculent pas l'économie globale du marché.
- Cession ou fusion du Titulaire ;

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

ARTICLE 22. FACTURATION

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Centre Hospitalier de Saint Denis et par le Centre Hospitalier de Gonesse.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Les factures sont adressées au Centre Hospitalier de Saint Denis ou Centre Hospitalier de Gonesse ayant émis le(s) bon(s) de commande selon une périodicité définie par ce dernier.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Saint Denis :

SIRET : **26930101600011**

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de

Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **ECO_RCM (si numéro d'engagement) ou ECO_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Gonesse :

SIRET : **26950004700015**

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **SERV_ECOS_FACM (si numéro d'engagement) ou SERV_ECOS_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Elle devra notamment faire mention des indications suivantes, en plus des mentions légales :

- L'identification du Titulaire,
- Les dates et numéro du bon de commande,
- Les dates et numéro du bordereau de livraison, au cas où celui-ci ne serait pas valorisé.
- La désignation détaillée de la fourniture
- Le code article du Titulaire
- La quantité livrée,
- La date de facturation,
- Les références bancaires ouvertes au nom du Titulaire telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement
- Le prix unitaire net HT détaillé pour chaque produit (mention obligatoire),
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total HT et TTC à régler.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse vérifient, et rectifient éventuellement, la demande de paiement A ce titre, la facture émise par la titulaire devra être suffisamment détaillée pour permettre d'exercer un contrôle.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire pour correction, elles sont accompagnées d'un courrier, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

AVOIRS

Le Titulaire s'engage à envoyer au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse les avoirs au plus tard **15 jours** après la réception par le Titulaire de la non-conformité des produits livrés et/ou du tarif facturé.

Le refus éventuel du Titulaire d'établir un avoir devra être motivé par écrit dans ce même délai.

L'avoir devra comporter les numéros de commande, de bon de livraison et de facture qui s'y rapporte.

ARTICLE 23. PAIEMENT

MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au

numéro de compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

NOTA : Aucun paiement ne peut être effectué sur un compte différent de celui précisé sur l'acte d'engagement. En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit en aviser les deux Centres Hospitaliers et lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte courant au profit duquel les règlements doivent être effectués. A défaut, la facture transmise sera rejetée.

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est financé sur les fonds propres de chaque hôpital (Centre Hospitalier de Saint-Denis ou Centre Hospitalier de Gonesse)

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par :

- Le comptable assignataire du Centre Hospitalier de Saint-Denis

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au Centre Hospitalier de Saint-Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 24. ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS

ASSURANCES

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :

À son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ;

À ses biens et/ou aux biens appartenant à l'administration ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement les mesures de prévention ou les consignes exigées pour l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, ainsi que celle des éventuels sous-traitants sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre aux deux Centres Hospitaliers, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification ou de la reconduction du contrat, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

PIECES FISCALES

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord-cadre et ce, sans demande expresse du Centre Hospitalier de Saint Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le centre hospitalier de Saint Denis et le centre hospitalier de Gonesse mettent en œuvre la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire selon les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-3 et R2142-4 et à l'article R2143-3 et R2143-4 du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222- 5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le présent accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire, sans indemnités, selon les modalités du CCAG-FCS ;

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 25. PENALITES

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables et commencent à courir le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

En cas de non-respect des horaires de livraisons prévus du seul fait du Titulaire, celui-ci pourra encourir, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG/FCS.

$$P = (V \times R) / 500$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jour de retard y compris les samedi et dimanche, à compter de la date indiquée sur le bon de commande ;

En cas de retards récurrents (au-delà de 3 retards successifs) et de retards exceptionnellement longs (plus de 15 jours calendaires), le Titulaire encourt un doublement des pénalités résultant de l'application de la formule ci-dessus. Ce doublement intervient à compter du quatrième retard ou passé le délai de 15 jours calendaires susmentionné.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire, qui est admis à présenter ses observations dans un délai de quinze jours compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

PENALITES POUR MODIFICATION DE LIVRAISON SANS INFORMATION

En cas de livraison non-conforme à la commande sans information du Titulaire, une pénalité forfaitaire de 10% du montant total de la facture correspondante pourra être appliquée.

La non-conformité comprend :

- Une rupture d'approvisionnement non signalée ou non justifiée,
- Substitution d'un produit par une autre catégorie non signalée,
- Tout écart entre la demande et la livraison sans information,

ARTICLE 26. RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le Chapitre 6 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Centre Hospitalier de Saint-Denis informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le titulaire n'a pas respecté les dispositions prévues à l'accord-cadre ,
- En cas de non-conformité des produits livrés au cahier des charges, aux fiches techniques ou aux échantillons,
- Non-respect répété des délais de livraison des prestations,
- En cas d'augmentation des prix non conforme au CCAP

A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque le Titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse sont en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi.

Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peuvent pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, tel que prévu à l'article 45 du CCAG-FCS, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non présentation de factures, un titre de recette sera émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 28. REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

REGLEMENT A L'AMIABLE

Le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse, le titulaire de l'accord-cadre s'efforce de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre Hospitalier de Saint Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de règlement amiable, relatif à la procédure et à l'exécution de l'accord-cadre au Centre Hospitalier de Saint-Denis, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative le tribunal administratif de Montreuil (93) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

TA de Montreuil,
7 Rue Catherine Puig
93100 MONTREUIL
Téléphone : 01 49 20 20 00
Télécopie : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

A défaut de règlement amiable, relatif à l'**exécution** de l'accord-cadre **au Centre Hospitalier de Gonesse**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 322 95027 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 29. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les

dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP et CCTP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le Centre Hospitalier de Saint-Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse de prendre une décision spécifique en ce sens.